

nationale Communiste de nous réintégrer dans le Parti. »

Nous n'avons, jusqu'à présent, aucun indice de réponse qui aurait été faite à cet appel. Le Présidium du C.E. de l'I.C. semble être resté entièrement muet à ce sujet, ainsi que les Comités Centraux des diverses sections de l'I.C.

A moins que la décision de la IX^e Session du C.E. de l'I.C. déclarant « l'idéologie de l'opposition incompatible avec la qualité de membre de l'I.C. » doive tenir lieu, à vos yeux, de seule réponse possible et supprimer tout droit d'appel au VI^e Congrès mondial, pour les déportés et les exclus.

Ce serait là une nouvelle violation des dispositions statutaires les plus élémentaires de l'Internationale.

En effet, depuis quatre années, vous n'avez pas cru nécessaire de convoquer de congrès mondial. L'Internationale a dû affronter des événements énormes et il n'y a pas trace, jusqu'à présent, dans les différentes sections de l'I.C., d'une discussion large et sérieuse des points qui doivent figurer à l'ordre du jour du VI^e Congrès et dont le principal est le programme même de l'I.C.

La commission du programme n'a adopté son projet que le 25 mai 1928. S'il est vrai, et nous n'avons aucune indication précise à ce sujet, que le Congrès est fixé au 15 juillet — nous avons peine à le croire — l'appel de la Commission à « tous les camarades à entreprendre une discussion fructueuse sur ce programme », « à répondre par des articles de critique, des remarques, des propositions concrètes » est une véritable désillusion.

En effet, le texte élaboré par la Commission exige la plus minutieuse confrontation avec la situation politique dans les différents pays, avec les méthodes et les résultats de toute l'activité de l'I. C. au cours de ces dernières années. Ce travail s'impose avec d'autant plus de force à l'ensemble de l'I.C. que cette situation et cette activité ont marqué les divergences les plus profondes, entraîné les polémiques et les dissensions intérieures les plus âpres.

Dans ces conditions, il nous semble inutile de vous dire plus longuement pourquoi nous considérons la préparation du VI^e Congrès comme défectueuse, et comme aboutissant à un véritable sabotage de la discussion préalable des questions qui se trouvent à l'ordre du jour.

Nous estimons, de plus, qu'au cours de ces derniers mois, des faits multiples, comprenant les événements qui ont marqué la campagne de ramassage du blé, la chaîne des révélations faites au procès du Donetz, la corruption bureaucratique et fonctionnariste mise à jour à d'innombrables occasions, le déroulement des luttes politiques en Chine, viennent montrer, d'une manière évidente, que l'opposition, pour le caractère fondamental de ses critiques, avait entièrement raison contre ses adversaires. Nous estimons, de plus, qu'elle a émis ses critiques à une époque où leur prise en considération aurait pu garantir le Parti russe et l'Internationale contre les déviations les plus dangereuses et contre les menées souterraines de la contre-révolution.

L'aveu indirect de cette dernière constatation ressort clairement, tant des discours tenus, au cours de ces derniers mois, par les dirigeants du Parti russe et de l'I.C., Boukharine, Staline et autres, que du dernier appel du C.C. du P.C. de l'Union Soviétique, à tous les membres du Parti et à tous les ouvriers. Presque phrase par phrase

ou paragraphe par paragraphe, ces discours et cet appel, rappellent l'une ou l'autre des critiques émises, avant son exclusion, par l'Opposition, à cette différence près — elle est d'importance — que celle-ci établissait le lien étroit entre les fautes qu'elle énumérait et l'ensemble de la ligne politique suivie par la majorité staliniste.

Or, tout redressement profond, durable et efficace du P.C.R., ainsi que de l'I.C., n'est possible que si ce lien est établi, devant tous les membres du Parti, devant tous les ouvriers. Les responsabilités des fautes commises ne peuvent être tenues dans l'ombre. L'appel au sens des responsabilités que lance la direction du P.C.R., ne peut trouver d'écho dans les rangs de celui-ci qu'à la condition que cette direction elle-même ne fuie pas devant les responsabilités. Sans cela, les ravages du bureaucratisme ne seront pas enrayerés, ne seront pas remplacés par une activité politique inspirée des principes véritables du centralisme démocratique et le parti restera prisonnier du cercle vicieux du mécanisme administratif.

Il est évident que nous considérons dès lors que la première mesure qui s'impose au VI^e Congrès mondial pour l'application d'une telle politique est la convocation des représentants de l'Opposition, afin qu'ils puissent participer largement, sans restriction aucune de leurs droits de membres du parti, aux travaux des assises de l'I.C.

L'éloignement de l'Opposition du VI^e Congrès, après la critique officielle formulée au cours de ces derniers mois, ne ferait que montrer le manque de toute réelle intention d'opérer un changement profond et efficace, dans les rangs du Parti. La preuve irréfutable serait faite que cette critique n'a été qu'une manœuvre consistant à cacher le fond du mal par des manifestations verbales, sans conséquence pratique aucune.

Nous considérons, de plus, que l'I.C., par cet éloignement de l'Opposition du VI^e Congrès, se privant de l'aide et de la direction de ses éléments les plus clairvoyants, les plus ouverts aux enseignements des luttes de ces dernières années et les frappant pour l'expression courageuse des critiques les plus justifiées, se condamne elle-même à une dégénérescence de plus en plus certaine et irrémédiable.

Nous qui avons exprimé notre pleine solidarité avec l'Opposition russe sur le fonds de ses critiques et avons été exclus pour le maintien inébranlable de cette solidarité, nous considérons donc que le premier devoir du C.E. et de l'I.C. et du VI^e Congrès mondial est de faire plein droit à l'appel des déportés que nous avons rappelé au début de cette lettre.

Nous demandons que les représentants de l'Opposition aient la pleine faculté de défendre leur position devant le VI^e Congrès et que le C.E. les convoque à cette fin.

Nous demandons que le droit d'appel soit reconnu d'abord, à l'Opposition du P.C.R., que ses représentants les plus autorisés soient admis au VI^e Congrès et que ce droit soit reconnu ensuite à toute l'Opposition dans les rangs de l'I.C.

Nous demandons que par cette convocation, le C.E. et le Congrès s'engagent résolument dans la voie d'un examen approfondi de la situation de l'I.C. et marquent la volonté de ne reculer devant aucun des conséquences d'une autocritique implacable.

BOURGEOIS, HENNAUT, LOOTENS, PLISNIER,
THEUNINCK (pour les jeunes), VAN-
DENHEUVEL, VAN OVERSTRAETEN.